

REVUE ECONOMIE & SOCIETE

E- ISSN: 2820-6991
P- ISSN: 2820-7211



REVUE SCIENTIFIQUE À COMITÉ DE LECTURE CONSACRÉE AUX ÉTUDES DANS LES DOMAINES DE L'ÉCONOMIE, DE LA GESTION ET DES SCIENCES SOCIALES

VOLUME 2 NUMERO 3 - JUIN/ SEPTEMBRE 2023

EFFET DES DEPENSES PUBLIQUES SOCIALES SUR LA PAUVRETE EN AFRIQUE : ANALYSE DU LIEN PAR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

IMPACT OF PUBLIC SOCIAL EXPENDITURE ON POVERTY IN AFRICA: LINK ANALYSIS BY ECONOMIC GROWTH

DOI: 10.5281/zenodo.10022454

FANWA Martin

FSEG, Université de Ngaoundéré (Cameroun)
E-mail : fanwamartin07@gmail.com

Charles Alain BITA

FSEG, Université de Ngaoundéré (Cameroun)
Email : bitacharles@yahoo.fr



REVUE
ECONOMIE ET SOCIETE

P-ISSN: 2820-7211
E-ISSN: 2820-6991
DEPOT LEGAL: 2022PE0021

Site web : <https://journals.sms-institute.com/>
Email: contact@sms-institute.com
Tel: +212(0)700.838.222

EFFET DES DEPENSES PUBLIQUES SOCIALES SUR LA PAUVRETE EN AFRIQUE : ANALYSE DU LIEN PAR LA CROISSANCE ECONOMIQUE



Résumé

Dans cet article, nous analysons l'influence des dépenses publiques sociales sur la pauvreté à travers la croissance économique. Pour parvenir à cet objectif, nous testons empiriquement cette relation sur 54 pays de l'Afrique sur la période 2005-2020.

Sur la base de l'approche des moments généralisés en systèmes, notre analyse utilise les bases de la Banque Mondiale, de l'Organisation Mondiale de la Santé et du Fond Monétaire International pour ressortir le résultat suivant : les dépenses publiques sociales (éducation, santé et protection sociale), ont un impact positif et significatif sur le PIB par habitant en Afrique. Cependant cette relation n'est pas linéaire. Autrement dit, conformément aux travaux (El hadji F, (2015) ; Naqar I et al., 2019) qui confirment l'effet positif de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté en Afrique, l'Afrique peut améliorer les conditions de vie de ses citoyens, en investissant davantage et efficacement dans l'éducation, la santé et la protection sociale.

Mots clés : *Dépenses publiques, sociales, croissance économique, pauvreté, Afrique.*

FANWA Martin

FSEG, Université de Ngaoundéré,
Cameroun

Charles Alain BITA

FSEG, Université de Ngaoundéré,
Cameroun



REVUE ECONOMIE & SOCIETE
VOLUME 2, N°3 / JUIN - SEPTEMBRE 2023

IMPACT OF PUBLIC SOCIAL EXPENDITURE ON POVERTY IN AFRICA: LINK ANALYSIS BY ECONOMIC GROWTH

ABSTRACT

In this paper, we analyze the influence of public social expenditure on poverty through economic growth. To achieve this objective, we empirically test this relationship on 54 countries in Africa over the period 2005-2020. Based on the generalized moments approach in systems, our analysis uses the World Development Indicators, the World Health Organization and International Monetary Fund to bring out the following result: public social expenditure (education, health and social protection) has a positive and significant impact on GDP per capita in Africa. However, this relationship is not linear. In other words, in line with studies (El hadji F, (2015); Naqar I et al., (2019) confirming the positive effect of economic growth on poverty reduction in Africa, Africa can improve the living conditions of its citizens by investing more and more effectively in education, health and social protection.

Key words: *Public expenditure, social, economic growth, poverty, Africa.*

INTRODUCTION

Le problème de la pauvreté dans le monde et en particulier dans les pays africains, est un problème fondamental du regard des défis économiques des pays. D'ailleurs inscrite comme premier pilier des objectifs du développement durable, cette problématique semble clairement se justifier pour les pays de l'Afrique en quête d'un développement économique et social durable. D'après la Banque mondiale, en 2013, le taux de pauvreté monétaire mondiale était de l'ordre de 10,7% et en Afrique la part de la population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour était de 41 % en 2015. Ceci, témoigne de l'importante tranche de la population encore concernée. A cet égard, elle envisage de favoriser l'accroissement des revenus de 40% des habitants les plus pauvres de chaque pays du monde pour atteindre d'ici l'horizon 2030 un faible niveau de pauvreté à l'échelle mondiale, de l'ordre de 3%, à travers un programme international, ayant

comme objectif ultime une nette amélioration des conditions de vie des populations. L'augmentation du niveau de revenu est donc la principale préoccupation des politiques publiques.

Malgré des controverses à la discipline Economie du développement, le rôle crucial de la croissance économique durable dans la réduction de la pauvreté reste une « pierre angulaire » (Banque Mondiale, 2002). Les travaux de Moser et Ichida, (2001) ; Fosu, (2014) ; El hadji F, (2015) ; Naqar I et al., (2019), ont montré que, dans les pays africains, il y existait un lien positif et significatif entre la croissance économique et l'amélioration des indicateurs de pauvreté monétaires. En outre, Ali et Thorbecke (1998) en utilisant les données d'enquête ménage de 16 pays d'Afrique ont trouvé que la pauvreté rurale tendait beaucoup plus à réagir à la croissance. L'observation des données de la Banque Mondiale sur la période de 2005 à 2020, permet de catégoriser les pays de

FANWA Martin

University of Ngaoundere, Faculty of Economics and Management

Charles Alain BITA

University of Ngaoundere, Faculty of Economics and Management



REVUE ECONOMIE & SOCIETE
VOLUME 2, N°3 / JUIN - SEPTEMBRE 2023

l'Afrique en trois ensembles en terme de relation entre la croissance du PIB par habitant et le taux de la pauvreté : les pays comme l'Algérie, le Botswana, le Djibouti, le Maroc, Maurice, la Namibie et la Tunisie qui ont le PIB par habitant élevé avec un taux de pauvreté bas, d'autres pays tels que : Afrique du Sud, Eswatini, la Guinée Equatoriale, le Nigeria, le Soudan et le Soudan du Sud qui possèdent le PIB par habitant élevé accompagné aussi de taux de pauvreté élevé. La dernière catégorie est constituée des pays tels que : le Burundi, le Kenya, le Lesotho, Malawi et le Mozambique avec un taux bas du PIB par habitant et le taux de pauvreté élevé.

Selon Devarajan et Fengler (2012) ainsi que McMillan et Rodrik (2011), la croissance africaine est très liée à l'exploitation des matières premières. Ces secteurs sont contrôlés par la classe dirigeante qui refuse de mettre en place des politiques de partage de la rente tirée des ressources aux plus pauvres (Acemoglu et al., 2019). Toutefois, comme le montre Mallaye et al. (2015), la richesse pétrolière a davantage détérioré les conditions de vie et exacerbé la pauvreté dans les pays africains. Cette situation, nous permet d'expliquer pourquoi un pays qui possède un taux élevé du PIB par habitant n'arrive pas à réduire son taux de pauvreté. Ce qui nous amène à poser les questions sous-jacentes suivantes : quels sont les déterminants d'une croissance auto-entretenu ? Ces déterminants relèvent-ils de mécanismes endogènes et/ou d'accumulation de facteurs ou d'actions volontaristes, cohérentes et finalisées relevant de la politique économique ? Par rapport à la deuxième question, l'un des résultats fondamentaux en matière de réduction de la pauvreté a confirmé l'efficacité de certaines réformes dans le maintien de la croissance, dans les pays en voie de développement, est lié au fait d'investir davantage et plus efficacement dans l'éducation, la santé et la protection

sociale (Ozlem et M Demiral 2016 ; Khan et Bachar, 2015).

D'ailleurs, les insuffisances constatées durant la crise de covid-19, ont prouvé la nécessité des dépenses publiques sociales et de mettre à nu l'échec des modèles de développement actuels qui continuent de faire de la croissance en Afrique une tragédie.

Depuis son déclenchement, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a coûté la vie à des millions de personnes, causant d'immenses souffrances humaines. Cette urgence sanitaire mondiale a entraîné la crise économique la plus profonde depuis la Grande Dépression des années 1930. Elle a montré à quel point les pays, y compris les plus riches, étaient peu préparés à faire face à des chocs inattendus. Dans le contexte des ambitions de développement de l'Afrique détaillées dans l'Agenda 2063, la pandémie a mis en évidence deux défis de politique de développement avec des implications importantes pour l'avenir du continent. Premièrement, la COVID-19 a révélé un manque de politiques stratégiques pour favoriser un développement durable et inclusif.

Les secteurs de développement essentiels qui répondent aux besoins humains fondamentaux tels que l'éducation, l'assainissement et la santé, l'énergie, le logement et les systèmes de sécurité sociale ont été largement négligés, laissant les populations particulièrement vulnérables aux chocs socio-économiques comme ceux déclenchés par la pandémie de la COVID-19. On peut s'attendre à ce que même ces impacts immédiats de la COVID-19 sur tous les niveaux d'activités économiques aient certainement un impact sur la croissance économique et les trajectoires de développement à moyen et long terme du continent. Deuxièmement, la pandémie a mis en évidence la nécessité urgente et impérative pour l'Afrique de



commencer à réimaginer et à adapter les sociétés

aux réalités changeantes. Le travail et l'apprentissage à distance et la distanciation sociale dans tous les environnements exigent de nouveaux concepts d'urbanisme.

Ce qui amène, Gupta S., Davoodi H-R. et Tiongson E. (2000), à dire, les pays africains ont la particularité d'avoir des dépenses publiques sociales très faibles ou quasi-inexistantes en comparaison à celles des pays développés. Les raisons de cette insuffisance sont parmi d'autres, le manque de ressources de financement mais surtout la place prépondérante de la corruption dans ces pays. Ainsi, plus un pays est corrompu, et plus l'impact des dépenses publiques sociales est faible. Ainsi, comme le montre Yusuf Bangura (2010), une croissance réductrice de la pauvreté reste difficile à atteindre en Afrique, parce que, les théories néolibérales continuent de dominer les politiques macroéconomiques et de favoriser la restriction des dépenses.

Dans ce contexte, la littérature économique identifie clairement les dépenses publiques sociales comme déterminants de la pauvreté (Anderson et coll., 2018 ; Kim, 2000 ; Léventi et coll., 2018). Ainsi, comprendre le rôle des dépenses publiques sociales sur l'amélioration de revenu, devrait permettre de trouver davantage des solutions adéquates aux problèmes de la pauvreté en Afrique.

L'intérêt pour ce débat est d'autant plus marqué pour les pays de l'Afrique majoritairement composés par des pays ayant de niveau de revenu bas selon la banque mondiale (Rodrick, 2004 et Dollar, 2004) et de plus, ces pays sont caractérisés par la faible qualité de gestion des finances publiques (Kako Nubukpo, 2007).

Malgré la multiplicité des études, il semble y avoir peu de recherches sur la manière

dont les dépenses publiques sociales contribuent à la réduction de la pauvreté dans les pays africains. La présente étude s'appuie sur la littérature existante pour tester statistiquement comment la composition et l'ampleur des dépenses publiques sociales affectent la réduction de la pauvreté dans les pays de l'Afrique, en passant par le canal de la croissance économique.

Dans la suite de ce travail, nous faisons une revue de littérature sur la relation entre dépenses publiques sociales et croissance économique. Cette revue est suivie d'une présentation de la méthodologie et des données de notre étude. Les différents résultats sont présentés dans la quatrième section. La dernière section est consacrée à la conclusion de notre étude.

Revue de Littérature

Dans cette section, nous commençons tout d'abord par une revue des travaux théoriques qui se sont intéressés à la relation entre dépenses sociales et croissance économique. Et, nous terminons par les contributions empiriques sur cette relation.

Cadre théorique

Ainsi, les économistes ont commencé à concentrer leur attention sur l'analyse des facteurs qui pourraient expliquer la croissance à long terme (tendance). Dans ce contexte, les modèles sur la croissance économique de long terme prennent leur place dans la discussion de la science économique à partir du milieu du 20^è siècle.

Le modèle de croissance néoclassique

La théorie néoclassique s'est intéressée à la trajectoire de long terme de la croissance économique par le biais du modèle de Solow (1956). Dans ce modèle, les



variables sont supposées flexibles. Ainsi, le taux de salaire s'ajuste en permanence avec l'offre de travail, la théorie et la demande de travail s'équilibrent parfaitement. Le modèle aboutit aux conclusions suivantes : si à long terme, les variables par tête vont atteindre un état stationnaire, elles n'augmenteront plus au cours du temps. Quant aux variables macroéconomiques, elles vont croître à un constant identique égal au taux de croissance de la population et au taux de croissance du progrès technique. Dans le modèle de Solow, le progrès technique est considéré comme étant la part de la croissance qui ne s'explique pas par l'accumulation des facteurs travail et capital appelé résidu. Par conséquent, la dépense publique ne peut pas affecter la croissance de long terme qui est déterminée uniquement par des variables exogènes. Toutefois, elle peut jouer un rôle temporaire pendant la transition des économies vers le sentier de croissance équilibre. Le modèle néoclassique présente cependant, quelques limites. Bien qu'il démontre l'importance du progrès technique pour la croissance de l'output à long terme, il est incapable d'expliquer les facteurs qui le déterminent. Dans ce contexte, la théorie de la croissance endogène semble expliquer les sources de la croissance économique qui dépendront de manière endogène des éléments propres au modèle.

➤ **Modèle de croissance endogène**

Ce modèle fait jouer un rôle aux dépenses publiques dans la fonction de production privée. De ce fait, une hausse des dépenses améliore la productivité globale et celle du capital. Les effets usuels (effets d'éviction et multiplicateur inversé) des déficits publics sont profondément compensés. Ce modèle de croissance endogène suppose que la fonction de production des biens de consommation dépend d'un facteur et fait intervenir des rendements croissants. Le procédé consiste à calculer le niveau

optimal des dépenses publiques productives et non productives et d'examiner l'influence des externalités sur le taux de croissance de long terme.

• **Dépense d'éducation et croissance endogène**

Du point de vue économique, l'éducation est un investissement qui produit une richesse et un bien-être supplémentaire dans le futur. Selon l'approche microéconomique, les rendements de l'éducation sont exprimés par les salaires. Généralement, le lien causal entre l'éducation et la croissance se manifeste au niveau des rendements privés. Ce rendement privé se traduit en rendement social si les salaires mesurent l'efficacité productive des salariés et l'éducation rend effectivement les agents à produire davantage de richesses. Du point de vue macroéconomique, deux approches opposées ont été développées pour évaluer l'impact de l'éducation à la croissance économique. L'une confère au capital humain le même rôle que le capital physique dans la création de richesse. Ainsi, une richesse dont l'accumulation accroît le niveau de production. En effet, Lucas en 1998 a développé que les connaissances acquises par les individus sont considérées comme un facteur de production. L'accumulation de ces connaissances, exprimée par le niveau d'éducation accroît la productivité. La seconde attribue à l'éducation le rôle de l'adaptation aux innovations technologiques. Nelson et Phelps (1990) ont montré que les économies riches en capital humain ont rapidement la capacité d'adoption et de mise en œuvre des technologies les plus performantes.

• **Dépense de santé et croissance endogène**

La santé a toujours été appréciée pour les avantages qu'elle procure à chaque individu. Basée sur des données



microéconomiques, Duncan Thomas, a démontré que l'investissement dans la nutrition est un indicateur important de l'état de santé générale qui a lien étroit avec la productivité et les performances sur le marché de travail. Par ailleurs, la santé des enfants est la meilleure illustration de l'importance de la santé en tant qu'actif productif puisque les investissements réalisés au tout début de la vie, sont un déterminant important de la santé des adultes. Ainsi une santé, défaillante dans l'enfance est corrélée avec une santé encore plus médiocre à l'âge adulte.

Revue empirique

Des nombreuses études empiriques étudient les relations entre les dépenses publiques sociales et la croissance économique.

Tanzi et Schuknecht (1998a, 1998b) analysent la dynamique de long terme des dépenses publiques dans les pays industrialisés. Leurs résultats laissent apparaître que les indicateurs socio-économiques et de bien-être ne sont pas meilleurs dans les pays à gros gouvernement en comparaison à ceux de petit gouvernement. En effet, les seconds (petits) n'offrent que les services de protection sociale et de sécurité strictement nécessaires à la satisfaction des besoins des citoyens tout en évitant une hausse des impôts pour une redistribution à grande échelle.

Afonso, Schuknecht et Tanzi (2003) utilisent la méthode d'estimation non paramétrique classique FDH (Free Disposal Hull). L'étude s'intéresse à vingt-trois pays industrialisés de 1990 à 2000. Ils en concluent qu'un ratio de dépenses publiques par rapport au PIB dépassant 30 %, réduit la croissance économique et n'implique absolument pas une quelconque amélioration sociale.

Béraldo, Montolio et Turati (2009) ont étudié les relations entre dépenses publique d'éducation, dépenses publiques de santé et produit intérieur brut par habitant basées sur un échantillon de 19 pays de l'OCDE, ils concluent que les dépenses publiques d'éducation et de santé contribuent à la croissance. L'impact des dépenses de santé sont plus fortes que les dépenses publiques d'éducation.

Charretier, Craigwell et Low (2013), ont étudié les effets des proxys des dépenses sociales des gouvernements, à savoir les dépenses d'éducation, de santé et de sécurité sociales, sur les performances de croissance économique présentées par les variations du produit intérieur brut (PIB) par habitant. En utilisant le modèle à correction d'erreur basé sur une petite économie ouverte couvrant les périodes 1976-2011, l'étude conclut que les dépenses sociales des gouvernements réduisent le taux de croissance, en particulier à court terme, les dépenses de Santé et de la sécurité sociale ont peu d'influence alors que les dépenses d'éducation ont un impact négatif sur la croissance, tant à long terme qu'à court terme.

Khan et Bachar (2015), en utilisant le modèle à correction d'erreur dans deux pays (Australie et nouvelle Zélande) sur la relation entre dépenses sociales et croissance économique, concluent que les dépenses sociales favorisent la croissance économique dans les deux pays.

F. Ozlem Alper & Mehmet Demiral (2016), ont étudié les effets des dépenses sociales des gouvernements comme l'éducation, la santé et la protection sociale sur la croissance économique présentés par les changements du produit intérieur brut par habitant, en utilisant un ensemble de données de panel équilibré couvrant les périodes 2002-2013 de 18 Pays de l'OCDE. En tenant compte de la dépendance transversale, de



l'hétéroscédasticité et de l'autocorrélation, l'étude a suivi la procédure d'estimation des moindres carrés généralisés faisable dans le cadre des données de panel. Ils concluent que les effets des dépenses d'éducation, de santé et de protection sociale sur la croissance économique sont significativement positifs.

Dans une étude effectuée par Development Pathways (2021), en utilisant le modèle de la matrice de comptabilité sociale (MCS) et le modèle d'équilibre général (MEGC) et en procédant à une analyse microéconomique pour évaluer les impacts macroéconomiques et distributifs d'une augmentation de l'investissement dans la protection sociale dans huit pays en voie de développement, à partir de trois scénarios comportant un niveau d'investissement différent: augmentation du niveau d'investissement de 1% et de 2% du PIB (scénarios 1 et 2), et en fonction de l'écart de revenu calculé pour l'indice SPF de 2015 (scénario 3). Ils montrent que les simulations réalisées dans le cadre des trois scénarios ont une incidence positive sur le PIB et qu'elles réduisent la pauvreté. Plus précisément, ils observent au niveau macro une augmentation importante du PIB dans les économies plus pauvres, alors qu'ils constatent au niveau micro une hausse considérable des revenus des ménages plus pauvres.

Il est donc question de savoir si l'effet des dépenses publiques sociales sur la croissance économique est confirmé ou non en Afrique.

Méthodologie

Ce travail emploie les données secondaires quantitatives et qualitatives sur la période d'analyse compris entre 2005 et 2020. Le choix de cette période se justifie en tenant compte du contexte politique et socioéconomique de ces dernières années, notamment la crise économique et sociale récurrente en Afrique. Ces données vont

subir un traitement à la fois statistique et économétrique à l'aide des logiciels appropriés. Pour évaluer les résultats des hypothèses, une méthode a été utilisée dans le cadre des inférences économétriques. Elle concerne la méthode des moments généralisés en système, nous utilisons la méthode des moments généralisés en systèmes pour plusieurs raisons. Cette approche est préférée à celle des GMM en différence car elle nous préserve des problèmes de la faiblesse des instruments qui est une caractéristique des modèles GMM en différence qui rend les estimations issues de ces derniers peu fiables (Che et al., 2013). Par ailleurs, cette méthode est utile pour prendre en compte les possibles problèmes d'endogénéité. Enfin, en prenant en compte l'orientation en termes de panels adoptée dans notre approche, cette étude permet de prendre en compte les variations inter-pays.

Spécification économétrique

Dans le cadre de cette étude, nous allons mettre en exergue, par le biais de ce modèle la relation entre les dépenses publiques sociales et la croissance économique. A la suite de la revue de la littérature, le modèle théorique et empirique de référence est le modèle de Nembot N et al. (2021).

Toutefois, en introduisant (sans condition) les dépenses publiques d'éducation, de santé et de protection sociale dans l'équation de régression de la croissance endogène, on suppose implicitement que la relation entre les dépenses publiques sociales et le taux de croissance par tête est linéaire. Par conséquent, on accepte à l'avance que les effets des dépenses publiques sociales sur la croissance du PIB par tête sont uniformément distribués et indépendamment du niveau de revenu. Pour prendre en compte cette limite, il est indispensable d'intégrer dans le modèle de régression le carré (l'expression quadratique) des variables relatives aux



dépenses publiques d'éducation, de santé et la protection sociale. Ceci permettrait selon certains auteurs (Vedder et Gallaway 1998 ; Leon-Amath Dione) de voir si l'effet des dépenses publiques sociales sur la croissance est linéaire ou non.

L'équation de la régression se présente comme suit :

$$Y_{it} = Y_{it-1} + HC_{it} + POP_{it} + IG_{it} + Cce_{it} + DPE_{it} + DPE^2_{it} + DPS_{it} + DPS^2_{it} + DPSS_{it} + DPSS^2_{it} + \xi_t$$

Avec : y_{it} et y_{it-1} correspondent respectivement aux taux de croissance du PIB/habitant du pays i au cours de l'année t et $t-1$

DPE_{it} est dépenses publiques d'éducation, DPS_{it} est dépenses publiques de santé, $DPSS_{it}$ est dépenses publiques de protection sociale, POP_{it} = est le taux de croissance annuelle de la population, HC_{it} = Capital humain (inscriptions dans l'enseignement primaire et secondaire), Cce_{it} = ouverture internationale (exportations + importations en % du PIB), IG_{it} = l'investissement public, ξ_t = terme d'erreur. Par ailleurs, il est important de remarquer que l'utilisation des valeurs retardées de la variable endogène est intrinsèque à la méthode d'estimation de panel dynamique utilisée dans ce travail.

Définition des variables et sources de données

Ce paragraphe vise à présenter les différentes variables utilisées dans le modèle, les signes attendus des paramètres associés à celles-ci ainsi que les sources principales d'où ont été extraites les données utilisées dans ce travail.

Présentation des variables du modèle

Dans ce travail, nous distinguons la variable à expliquer des variables explicatives. De même, parmi les variables

explicatives, nous présenterons d'un côté les variables de contrôle et de l'autre les variables d'intérêt. Ainsi, ce paragraphe nous permettra de décrire dans un premier temps la variable à expliquer et les variables explicatives du modèle dans un second temps.

La variable dépendante

Dans un modèle de croissance, la variable expliquée fréquemment utilisée est le PIB. Cependant, de nombreuses régressions économétriques basées sur le modèle néoclassique de croissance utilisent le taux de croissance annuel du PIB ou le PIB per capita (ou son taux de croissance) comme variable expliquée. En effet, le PIB par habitant est la production intérieure brute divisée par la population en milieu d'année. Dans le cadre de ce travail, nous utilisons le taux de croissance du PIB per capita (en % annuel) comme c'est le cas pour des nombreux auteurs (Ozlem et al, 2016 ; Maiga et al., 2020 ; etc.).

Les Variables explicatives et présomption du signe des paramètres

Nous distinguons ici la variable d'intérêt des variables de contrôle.

Les variables d'intérêt

Dans ce travail, les variables d'intérêt sont les dépenses publiques d'éducation, les dépenses publiques de santé et les dépenses publiques de protection sociale qui renvoient aux dépenses publiques sociales.

Dépense publiques d'éducation en %PIB : Les dépenses d'éducation représentent toutes les dépenses effectuées, sur le territoire national, par les administrations publiques centrales et locales, pour des activités d'éducation telles que l'enseignement scolaire et extrascolaire de tous niveaux ; celles visant à organiser le système éducatif



(l'administration générale, l'orientation, la documentation pédagogique et la recherche sur l'éducation) ; les services annexes à l'enseignement, les subventions liées à l'éducation en faveur des ménages. Sont exclues des dépenses publiques d'éducation, celles afférentes aux achats de livres par les familles, les tutorats privés et le coût de vie des étudiants. Selon les auteurs tels que : Sylvester, (2002) ; Aghion, (2002) ; Verberi et al, (2021) ; Aaberge et al, (2019), les dépenses publiques d'éducation sont corrélées positivement à la croissance économique, par conséquent le signe attendu de la variable est positif.

Dépenses en santé publique en %PIB : Il s'agit des dépenses en santé dans le secteur public, en relation avec le Produit intérieur brut. La somme comprend les services de santé préventifs et curatifs, tels que les activités de planification familiale et de nutrition, ainsi que l'aide d'urgence relative à la santé. Les dépenses totales en santé publique sont évaluées ici en pourcentage du produit intérieur brut (PIB). D'après Boubacar B et Ahmadou B (2021), les dépenses publiques de santé affectent positivement la croissance économique alors que pour d'autres auteurs comme Dincer et Yuksel (2021), les dépenses publiques de santé influencent négativement la croissance économique. Ainsi, la littérature sur le lien entre la croissance économique et les dépenses publiques de santé n'est pas tranchée. Le signe attendu est le signe positif.

Dépenses publiques de protection sociale en % PIB

Il s'agit des dépenses publiques en pourcentage de Produit intérieur brut qui permettent aux individus ou aux ménages de faire face à tout au long de sa vie aux conséquences de la survenue d'un risque ou d'un besoin social. Il peut s'agir des allocations familiales, de l'assurance retraite, de recouvrement et de l'assurance

maladie. Les dépenses publiques de protection sociale peuvent affecter positivement le PIB par habitant (Lindbeck, 1975 ; Development Pathways, 2021), tandis que pour les autres elles peuvent décourager les efforts de production (Ahmad et al, 1991). Le signe présumé du paramètre associé à cette variable est positif.

La description des variables de contrôle

Au-delà des variables présentées précédemment, d'autres variables sont traditionnellement considérées comme ayant des effets évidents sur la croissance du PIB. Il s'agit des variables de contrôle utilisées dans le modèle de régression et qui incluent le taux de croissance de la population, le capital humain, ouverture commerciale et l'investissement public.

La croissance de la population :

De nombreux travaux utilisent la croissance (annuelle en %) de la population comme proxy de la croissance de la force de travail dans les analyses de régression. Toutefois, il existe une vive controverse parmi les économistes quant à la nature de la relation entre la croissance de la population et la croissance économique. En effet, Certains théoriciens (à l'instar de Boserup, 1965) contestent le principe classique inspiré du Malthusianisme qui soutient que la croissance de la population est associée négativement à la croissance économique. En revanche, le modèle de Solow (1956) présume que cette variable peut être négativement associée à la croissance de PIB par tête. Dans ce travail, nous utilisons le taux de croissance annuel de la population et le signe attendu est négatif.

Le capital humain :

Il est largement admis dans la théorie économique que l'accumulation du capital humain a des effets positifs évidents sur la



croissance économique. C'est le constat partagé notamment par Yokoyama et Alemu (2009) ou encore Mankiw et *al.*, (1992). Pour Hodey et *al.* (2015), les taux d'inscription à l'école secondaire sont considérés comme un meilleur proxy pour appréhender le capital humain. Lugeiyamu (2016) estime que le concept du Capital Humain est très lié à l'éducation : il exprime l'investissement en capital humain comme la somme des taux d'inscription au primaire (% Brut) et au secondaire (% Brut) divisée par 2. Dans cette étude nous utilisons la méthodologie de Lugeiyamu (2016) qui consiste à calculer la moyenne simple des taux bruts (en %) au primaire et secondaire. Le signe attendu est positif.

Ouverture commerciale

L'ouverture commerciale ou le commerce des biens et services est la somme des exportations (X) et importations (M) de biens et services mesurées en tant que pourcentage du produit intérieur brut (PIB). Ici, les données sur les importations et exportations de même que le PIB sont en dollars constants (comme chez Lugeiyamu, 2016 ; Hesse, 2008 ; etc.). Nous utilisons dans ce travail les importations plus exportations sur PIB comme proxy de l'ouverture commerciale (à l'instar de Berthélemy et Démurger, 2000 ; Poncet et Felipe, 2013). Le signe attendu du paramètre est positif.

Investissement public

Désigne les dépenses d'investissement en infrastructures matérielles (routes, bâtiments publics, etc) et immatérielles (innovation, recherche et développement, etc). Appelé encore dépenses en capital, l'investissement public est composé d'acquisitions nettes des cessions d'actifs fixes, corporels ou incorporels (les infrastructures portuaires ou routières ; les immeubles ...). L'investissement public affecte positivement la croissance économique, car il permet aux agents privés d'augmenter leur production Pereira (2000). Contrairement à Pereira, selon Voss (2002), l'investissement public évince l'investissement privé. Le signe attendu du paramètre associé à cette variable est positif.

Sources de données et échantillon

Les données utilisées dans ce travail sont principalement des données secondaires et sont extraites essentiellement de la base de données de la Banque Mondiale (2021), de l'organisation mondiale de la santé (2021) et du fond monétaire international (2021). Cette étude porte globalement sur les pays africains (54). Cependant, cet échantillon de pays reste malgré tout très diversifié en termes de population, de richesses naturelles et culturelles, du niveau de développement, etc. Les données sont collectées sur une période de 16 ans (2005-2020).

La Corrélation entre les variables

Tableau1 : Corrélation entre les variables du modèle

Tableau de corrélation											
Variabl e	PIB/ha b	Dpe	Dpe ²	Dps	Dps ²	Dpps	Dpps ²	Cce	Hc	Pop	Ig
PIB/ha b	1										
Dpe	0.174	1									
Dpe ²	0.184	0.9639	1								
Dps	0.408	0.6664	0.6367	1							
Dps ²	0.434	0.6498	0.6384	0.9750	1						
Dpps	0.490	0.1702	0.1211	0.4096	0.3907	1					



Dpps ²	0.396	0.0613	0.0158	0.2395	0.2282	0.9469	1				
Cce	0.191	0.1086	0.0759	0.0983	0.0841	0.0718	0.0267	1			
Hc	0.239	0.2653	0.2667	0.3683	0.3367	0.1494	0.0699	-0.1103	1		
Pop	-0.431	-0.2370	-0.2124	-0.4612	-0.4491	-0.3923	-0.2735	-0.1065	-0.2072	1	
Ig	0.172	-0.0006	0.0405	0.1282	0.1253	-0.0881	-0.1481	0.0789	0.1401	-0.07	1

Source : auteur, à partir de eview 10.

Dans ce tableau de la matrice de corrélation, il ressort une corrélation positive de la mesure de PIB par habitant avec la mesure des dépenses publiques sociales (dépenses publiques d'éducation, dépenses publiques de santé et dépenses publiques de protection sociale), signifiant d'avance un effet positif des dépenses publiques sociales sur la croissance économique. En d'autres termes, les pays d'Afrique ont pu tirer bénéfice des dépenses publiques sociales pour augmenter la croissance économique.

Tableau 2 : Statistiques descriptives (54 pays, 2005-2020)

Variable	Nbre Obs.	Moyen	Dev. Std.	Min.	Max.
PIB/hab.	305	7.3007	1.557074	-2.526773	9.740377
Dpe	305	4.417613	1.929184	0.466384	10.67859
Dpe ²	305	23.22485	19.94394	0.217514	114.0323
Dps	305	2.186655	1.165940	0.381177	5.461757
Dps ²	305	6.136422	6.070759	0.145296	29.83079
Dpps	305	2.115482	2.331319	0.036176	9.161757
Dpps ²	305	9.892494	17.11744	0.001309	83.93779
Cce	305	81.49638	107.6146	0.079675	1397.379
Hc	305	77.98834	35.39165	0.000000	143.8945
Pop	305	2.230712	0.999607	-2.628656	5.078444
Ig	305	5.827448	3.185850	0.000000	10.00000

Source : auteur, à partir de eview 10.

Les statistiques descriptives concernent cinquante-quatre (54) pays africains entre 2005-2020 et le tableau ci-dessus répertorie les valeurs relatives à la moyenne, la déviation standard, ainsi que les valeurs minimales et maximales des variables. Le taux moyen de PIB par habitant est de 7,3, tandis que sa valeur

Statistiques descriptives

Les statistiques descriptives nous permettent d'avoir un aperçu d'ensemble sur les caractéristiques centrales de nos données. Ces caractéristiques portent sur la moyenne, l'écart type, le minimum, le maximum et les observations sur toutes les variables qui composent nos données.



les dépenses publiques sociales ne sont pas très importantes en Afrique. En outre, ce taux moyen masque aussi une forte hétérogénéité entre les pays, car les niveaux des dépenses publiques d'éducation varient de 0,46 (dépense très faible) à 10,67 (dépenses élevée); les dépenses publiques de santé varient de 0,38 à 5,46 et enfin les dépenses publiques de protection sociale quant à elles varient de 0,036 à 9,16. Ainsi, avec ces taux moyens de PIB par habitant et des dépenses publiques sociales qui sont faibles, l'Afrique doit encore relever son

niveau des dépenses publiques sociales afin de permettre une amélioration des conditions de vie de ses citoyens.

Résultats et commentaires

Les résultats obtenus à partir de la méthodologie d'Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998) sont résumés dans les tableaux ci-dessous.

Effet linéaire des dépenses publiques sociales sur la croissance économique

Tableau3 : Résultats de l'effet linéaire des dépenses publiques sociales sur la croissance économique

Variables	GMM1	GMM2	GMM3	GMM4	GMM5
GDPCAPITA(-1)	-0.227687*** (0.0000)	-0.246441*** (0.0000)	-0.228755*** (0.0000)	-0.166578*** (0.0000)	-0.22554*** (0.0000)
Capital humain	-0.005326*** (0.0000)	-0.004020*** (0.0000)	-0.004555*** (0.0000)	0.000537*** (0.0000)	- 0.002105*** (0.0000)
GOVERNMENTI NVESTMENT	-0.002966*** (0.0000)	-0.056386*** (0.0000)	-0.003714*** (0.0000)	0.052620*** (0.0000)	0.043931*** (0.0000)
Pop	-0.097455*** (0.0000)	-0.094511*** (0.0000)	-0.075144*** (0.0000)	-0.062110*** (0.0000)	-0.022206 (0.2407)
TRADEOFGDP	0.003455*** (0.0000)	0.003492*** (0.0000)	0.003518*** (0.0000)	0.003722*** (0.0000)	0.002991*** (0.0000)
DEP_EDUC		0.045948*** (0.0000)			- 0.108871*** (0.0035)
DEP_SANTE			0.396961*** (0.0000)		-0.008773 (0.6772)
DEP_P_SOC				0.201398*** (0.0000)	0.205818*** (0.0000)
Const	5.959940*** (0.0000)	12.81318*** (0.0000)	6.139735*** (0.0000)	0.892938*** (0.0000)	0.454870*** (0.0000)
Observations	618	447	611	313	242
Nombre de pays	54	54	54	54	54
Sargan test	35.98940	40.06499	43.45948	22.98639	18.51808
Prob	(0.499486)	(0.422731)	(0.409027)	(0.191114)	(0.294443)
Arrelano-Bond test for AR(1) z- stat (Prob > z)	-0.002966 (0.0021)	-0.003586 (0.0029)	-0.008546 (0.0068)	-0.006383 (0.0051)	-0.003586 (0.0029)
Arrelano-Bond test for AR(2) z- stat (Prob > z)	0.060230 (0.048)	0.001708 (0.0014)	0.008177 (0.0065)	0.002038 (0.0016)	0.001708 (0.0014)
Fisher (stat value)	42.55549	63.90260	34.70396	64.23345	64.27835

Source : auteur, à partir de eview 10.

***significatif à 1% ; ** significatif à 5% ; * significatif 10%.



Concernant le résultat de notre modèle, la colonne (1) présente le modèle dans lequel nous ne prenons pas en compte la variable d'intérêt. Les colonnes (2) à (4) quant à elles prennent en compte les variables d'intérêt introduites individuellement. Enfin la colonne (5) prend en compte simultanément les trois variables d'intérêt.

Les variables d'intérêt

Dépenses publiques d'éducation : les résultats de GMM (2) et GMM (5), nous montrent que les coefficients des dépenses publiques d'éducation sont significatifs au seuil de 1%. Cependant, il est positif pour le GMM (2) et négatif pour le GMM (5). Ce qui veut dire que les dépenses publiques d'éducation ont un impact mitigé sur le PIB par habitant en Afrique ce qui corrobore les résultats de Béraldo, Montolio et Turati (2009) et Charretier, Craigwell et Low (2013).

Dépenses publiques de santé : les dépenses publiques de santé peuvent améliorer la croissance économique d'après le modèle GMM (3). Leur coefficient est positif (0.39) et significatif au seuil de 1%. C'est-à-dire une augmentation de 1% des dépenses publiques de santé conduit à une augmentation de 0,39% de PIB par habitant en Afrique. Boubacar B et Ahmadou B (2021), ont prédit ces résultats, en étudiant la relation entre dépenses publiques de santé et croissance économique en Afrique au sud du Sahara.

Dépenses publiques de protection sociale : les modèles (GMM4 et GMM5) montrent comment l'investissement public dans la protection sociale peut engendrer des retombées positives sur la croissance économique globale en Afrique. Les dépenses publiques de protection sociale ont presque les mêmes effets sur la croissance dans les deux modèles. Leurs coefficients sont respectivement 0,201 et

0,205 pour GMM4 et GMM5. Ces résultats confirment les travaux de Development Pathways (2021). Ce qui signifie que les économies qui se caractérisent par des fortes dépenses publiques de protection sociale sont celles qui profitent le plus d'un PIB par habitant élevé (Egypte, Maurice, Seychelles).

Les variables de contrôle

Pour les variables Capital humain et investissement public, les résultats ci-dessus montrent des effets mitigés sur la croissance économique. Autrement dit, ils influencent positivement et négativement sur la croissance économique. On constate dans nos résultats que, ces derniers impactent positivement la croissance économique, quand ils sont accompagnés des dépenses publiques de protection sociale.

La croissance de la population : Le tableau ci-dessus indique le taux de croissance de la population à un effet significatif sur la croissance du PIB par habitant en Afrique. En effet, les coefficients relatifs à la croissance de la population sont significatifs au seuil de 1% sauf le modèle GMM5 où le coefficient est non significatif. Cependant, ces effets sont négatifs. Ainsi, une augmentation du taux de croissance de la population conduit, toute égal par ailleurs, à une réduction de taux de croissance du PIB par habitant. Cela confirme la théorie Malthusienne qui pointe les effets négatifs de la croissance de la population sur la croissance économique. De ce fait, une croissance rapide et parfois incontrôlée de la population peut être dommageable pour la croissance, surtout lorsque le taux d'inactivité est élevé.

Ouverture commerciale : les résultats ci-dessus confirment la prédiction de la théorie classique et néoclassique sur le commerce international selon laquelle



l'ouverture commerciale est favorable à la croissance économique. Les coefficients associés à l'ouverture commerciale sont positifs dans les modèles, indiquant que celui-ci affecte positivement la croissance du PIB par habitant en Afrique. En outre, les résultats de l'estimation montrent que les coefficients relatifs à cette variable sont significatifs à 1%. Ainsi, en supposant que toute chose égale par ailleurs, une extension de l'ouverture commerciale entraîne une augmentation du taux de croissance du PIB par habitant en Afrique.

Effet non linéaire des dépenses publiques sociales sur la croissance économique

La principale différence économique entre la régression linéaire et à seuil se situe dans la temporalité économique. Aux premiers stades de développement, les dépenses publiques sociales de l'économie

sont insuffisantes pour répondre aux besoins de développement. Avec le temps, le développement économique augmente avec l'amélioration des dépenses publiques sociales. À un moment donné, l'augmentation des dépenses publiques sociales et leur utilisation bien qu'améliorant le développement économique, deviennent cataclysmiques pour la croissance économique par des impacts négatifs sur l'économie en raison de manque des efforts engendré par la dépendance aux dépenses publiques sociales. Les résultats du modèle sont présentés dans le tableau ci-dessous. Les variables d'intérêt sont introduites individuellement dans chaque spécification. La première colonne prend en compte la variable dépenses publiques d'éducation, ensuite la colonne (2) prend en compte la variable dépenses publiques de santé et enfin la colonne (3) prend en compte la variable dépenses publiques de protection sociale.

Tableau4: Résultats de l'effet non linéaire des dépenses publiques sociales sur la croissance économique

Variables	GMM1	GMM2	GMM3
GDPCAPITA(-1)	-0.245025*** (0.0000)	-0.231239*** (0.0000)	-0.164536*** (0.0000)
Capital humain	-0.003927*** (0.0000)	-0.004092 (0.0000)	0.000954*** (0.0000)
GOVERNMENTINVESTMENT	-0.049305*** (0.0000)	-0.002255*** (0.0002)	0.055807*** (0.0000)
Pop	-0.089663*** (0.0000)	-0.078653*** (0.0000)	-0.052506** (0.0326)
TRADEOFGDP	0.003548*** (0.0000)	0.003484*** (0.0000)	0.003797*** (0.0000)
DEP_EDUC	0.480452*** (0.0000)		
DEP_EDUC²	-0.038036*** (0.0000)		
DEP_SANTE		0.156278*** (0.0000)	
DEP_SANTE²		0.043942*** (0.0000)	
DEP_P_SOC			0.560346*** (0.0000)
DEP_P_SOC²			-0.044464*** (0.0000)
Const	13.61216*** (0.0000)	4.519691*** (0.0000)	1.917317*** (0.0000)



SEUIL	6.315		6.363
Observations	447	611	313
Nombre de pays	54	54	54
Fisher (stat value)	223.2710	411.0499	173.8523
Sargan test	38.78000	43.28181	20.78166
Prob	(0.479800)	(0.333065)	(0.348990)
Arrelano-Bond test for AR(1) z-stat (Prob > z)	-0.004840 (0.0039)	-0.004988 (0.0052)	-0.004876 (0.0039)
Arrelano-Bond test for AR(2) z-stat (Prob > z)	0.006488 (0.0005)	0.007488 (0.0006)	0.000844 (0.0007)

Source : auteur, à partir de eview 10.

***significatif à 1% ; ** significatif à 5% ; * significatif 10%.

Pour interpréter ces résultats, nous nous concentrerons uniquement sur le carré des variables d'intérêt dont les coefficients sont significatifs, étant donné que toutes les variables de contrôle présentent les mêmes résultats que les résultats du modèle linéaire. De plus, les seuils calculés ont une signification politique, confirmant un effet non linéaire des dépenses publiques sociales sur la croissance économique.

Dépenses publiques d'éducation : le résultat GMM1, nous montre que le coefficient du carré des dépenses publiques d'éducation est négatif et significatif au seuil de 1%. La valeur du seuil calculé est de 6,315. C'est-à-dire, l'amélioration des dépenses publiques d'éducation augmente le PIB par habitant jusqu'à 6,315. Au-dessus du seuil de 6,315, les dépenses publiques d'éducation exercent des externalités négatives sur l'économie, qui à leur tour nuisent à la croissance économique. Par conséquent, des politiques complémentaires sont nécessaires au seuil établi pour éviter les externalités négatives. En réalité, les dépenses publiques d'éducation sont mal utilisées en Afrique (Rasera, 2005). Le niveau des ressources publiques d'éducation est bas (Thierno, 2021). Les dépenses publiques d'éducation sont inégalement réparties et parfois, affectées par la corruption En effet, ce qui limite la

croissance économique par habitant (Thierno, 2021).

Dépenses publiques de santé : le résultat de GMM2 présente un coefficient du carré des dépenses publiques de santé positif et significatif au seuil de 1%. C'est à dire, leur effet sur la croissance économique par habitant est plutôt positif. Des dépenses publiques de santé adéquates entraînent des améliorations de l'état de santé à long terme. Dans le même temps, une amélioration de l'état de santé stimule la productivité économique et la croissance par habitant de l'économie et, par conséquent, améliore la croissance économique (Barro, 1997).

Dépenses publiques de protection sociale : le coefficient associé au carré des dépenses publiques de protection sociale est négatif et significatif à 1%, dans le modèle GMM3. La valeur calculée du seuil est de 6,363. Ainsi, afin de maintenir l'incidence positive des dépenses publiques de protection sociale sur la croissance économique par habitant en Afrique, des politiques complémentaires devraient être engagées pour éviter un effet global négatif lorsque l'indice est égal ou supérieur à 6,363. Ceci peut s'expliquer par la prédiction de la théorie selon laquelle l'augmentation des dépenses publiques sociales nuit la croissance économique, en raison de manque des efforts engendré par



la dépendance aux dépenses publiques sociales.

En somme, si le capital humain, l'investissement public et l'ouverture commerciale améliorent les taux de croissance du PIB par habitant en Afrique, la croissance de la population quant à elle impacte négativement ce taux de croissance. De plus, les résultats révèlent que les effets des dépenses d'éducation, de santé et de protection sociale sur la croissance économique sont significativement positifs. Ces résultats globaux suggèrent que les gouvernements peuvent non seulement éliminer directement les résultats des défaillances du marché par les dépenses publiques sociales, mais aussi augmenter le bien être en favorisant la croissance économique dans le cas de l'Afrique. En effet, de nombreux travaux empiriques (Khan et Bachar, 2015 ; Alam, Sultane et Fesses, 2010 ; Baldaci, Cui, Clément, et Gupta, 2004) mettent en évidence l'existence d'un effet positif des dépenses publiques sociales sur la croissance économique. Toutefois, contrairement aux résultats de ces auteurs, ces effets ne sont pas linéaires dans la mesure où les coefficients des variables relatives à l'expression quadratique des dépenses publiques sociales sont significatifs au seuil de 1%. Ce résultat implique que la relation entre le PIB par habitant en Afrique et dépenses publiques sociales n'est pas linéaire. Ce qui confirme les travaux antérieurs tels que ceux de Lonzo et al. (2014), Ngah_Ntiga_Louis_Henri (2022) etc. conformément aux travaux de Moser et Ichida (2001), Fosu (2014) ; El hadji F, (2015) ; Naqar I et al. (2019) qui confirment une relation négative entre la croissance économique et le taux de pauvreté en Afrique. Les dépenses publiques sociales par le canal de la croissance économique, peuvent réduire la pauvreté en Afrique.

Conclusion et implication

Notre étude met en relation dépenses publiques sociales et pauvreté en Afrique, en analysant le lien par la croissance économique. D'abord une revue de la littérature théorique et empirique sur les dépenses publiques montre une grande diversité d'opinion de l'impact des dépenses publiques sociales sur la croissance économique entre ceux qui stipulent que les dépenses publiques sociales c'est un instrument de découragement pour les agents économique (les classiques), et ceux qui voient dans les dépenses publiques sociales un moyen favorisant la croissance économique (théorie de croissance endogène) et par la suite ceux qui considèrent que les dépenses publiques sociales ont un effet positif jusqu'à l'atteint d'un certain niveau où il devient négatif.

L'analyse empirique a permis de trouver qu'il existe une relation positive entre les dépenses publiques sociales et le niveau du PIB jusqu'à un certain seuil en Afrique. De même cette influence positive est très faible, dû à leur faible niveau ou à une mauvaise gestion de ces dépenses.

Ces recommandations de politique économique qui sont formulées ci-dessous portent sur l'ensemble des pays des africains. Les Etats devront privilégier les dépenses publiques dans les secteurs sociaux comme l'éducation, la santé et la protection sociale à travers une politique budgétaire expansive bien maîtrisée. Les pays africains pourront prendre des mesures d'envergure plus ciblées dans les domaines de l'éducation, la santé et la protection sociale, en choisissant les niveaux de dépenses publiques spécifiques, tout en privilégiant des mesures d'accompagnement pour un meilleur ciblage des dépenses publiques sociale. Dans ce cadre, l'approche programme dans le secteur public devrait permettre d'atteindre une meilleure efficacité des dépenses publiques. Ainsi, désormais, les services assurés ou les résultats atteints



retiennent plus l'attention et ainsi que le volume des ressources utilisées par un programme ou un ministère. Autrement dit l'accent sera désormais mis sur les

résultats souhaités ayant un impact sur les conditions de vie des populations, surtout des plus pauvres.

Références bibliographiques

Acemoglu D., Naidu S., Restrepo P., & Robinson J.A. (2019), « Democracy does cause growth ». *Journal of Political Economy* 127(1): 47–100.

Aka B.F., Makaye G., N'da, K.C., Ouattara A., Ouattara N. (2021), « Impacts des dépenses publiques sur les inégalités en Côte d'Ivoire : le cas des secteurs sociaux », *Papiers de recherche de l'AFD*.

Alper, F. Ozlem, and Mehmet Demiral, (2016). « Public Social Expenditures and Economic Growth: Evidence from Selected OECD Countries ». *Research in World Economy* 7 (2): 44–51.

Anderson, E.; M. d'Orey, AJ; Duvendack, M. & Esposito, L.(2018), « Est-ce que les dépenses publiques affectent-elles la pauvreté monétaire ? Une analyse de métarégression » *Développement mondial*, vol. 103 (mars), p. 60–71.

Celikay, F. & Gumus E.(2017), « L'effet des dépenses sociales sur la réduction de la pauvreté », *Revue internationale d'économie sociale* , vol. 44, non. 5, p. 620-632.

El Abdellaoui Latifa. (2018), « l'impact de la croissance économique sur la pauvreté et l'inégalité : approche économétrie de panel », *revue d'études en management et finance d'organisation*, n°7 juillet

Gebregziabher F, Niño-Zarazúa M. (2014). « Social Spending and Aggregate Welfare in Developing and Transition Economies ». WIDER Working Paper Series 2014/082. UNU-WIDER. Helsinki.

Guèye T.N. (2021), « Effets des dépenses publiques d'éducation, la fiscalité et la corruption sur la croissance économique en Afrique de l'ouest : une analyse empirique sur données de panel ». *European Scientific Journal, ESJ*, 17(38), 160.

Haile, Fiseha, and Miguel Nino-Zarazua. (2018). « Does Social Spending Improve Welfare in Low-Income and Middle-Income Countries? » *Journal of International Development* 30 (3): 367–98.

Leventi, C.; Sutherland, H. & Valentinova Tasseva, I.(2018), « Améliorer la réduction de la pauvreté en Europe : qu'est-ce qui fonctionne le mieux où ? » *Journal de politique sociale européenne*, vol. 29, non. 1, p. 29–43.

Lonzo Lubu G et Avom D (2014), « les effets non lineaires des dépenses publiques sur la croissance économique en RD congo » mpra paper no. 60716



Mallaye, D., Yogo, T.U., & Timba, G.T. (2015), « Oil Rent and Income Inequality in Developing Economies: Are They Friends or Foes? », *Etudes et Documents*, n° 02, CERDI.

Naqar. I. et El Bakouchi M. (2019), « L'impact de la croissance économique sur la pauvreté et l'inégalité : Approche économétrie de panel », *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit* « Numéro 11 : Décembre 2019 /Volume 4 : numéro 3 » pp : 476 - 496

Nembot Ndeffo Luc, Melachio Tameko André et Kos A Mougno Alice, (2021) : « Les effets des dépenses publiques sur la croissance économique dans la sous-région de la CEMAC : Une analyse comparative entre les États fragiles et non fragiles » Documents de travail FW-006

Ngah_Ntiga_Louis_Henri (2022), « Effets non linéaires de la politique budgétaire sur la croissance économique au Cameroun », MPRA Paper from University Library of Munich Germany.

Notten, G. & Guio, AC(2016), « L'impact des transferts sociaux sur la pauvreté monétaire et privation matérielle », Document de travail IMPROVE, no. 16/17, Anvers : Herman Deleeck Center for Social Policy, Université d'Anvers.

